

Sélection du mois de janvier 2016

Le colloque du CDSE en décembre 2015

Le colloque du Club des Directeurs de Sécurité des Entreprises a eu lieu en décembre 2015 et se voulait prospectif pour envisager les enjeux de la sécurité en 2020. Il est intéressant de connaître l'opinion des membres de cette institution à laquelle appartiennent de nombreux responsables de sécurité de plusieurs grandes entreprises françaises.

Le colloque a débuté par un discours introductif du président du CDSE, Mr Alain Juillet, ancien responsable pour l'intelligence économique en France. Après avoir indiqué que, si des spécialistes avaient déjà évoqué, les années précédentes, les possibilités d'attentats, tels que ceux que nous avons vécu en 2015, il constate que ces avertissements n'ont pas été pris en compte. Il rappelle le mot de l'Amiral Pierre Lacoste, qui écrivait en 1992 que « la sécurité ne progresse qu'à travers ses échecs ».

Des études qui ont été réalisées par le CDSE et AXA Assistance, montrent que si 80% des dirigeants d'entreprises considèrent que la sécurité à l'international représente une menace avérée et que la situation devrait se dégrader dans les 5 ans à venir pour la moitié d'entre eux, il n'y a que 20 % d'entreprises qui ont l'intention de se doter d'une personne en charge des questions de sécurité-sûreté, cela compte tenu des difficultés financières dues à la crise.

Le président du CDSE propose quelques scénarii de crise pouvant se réaliser dans les cinq ou dix années à venir :

Une attaque nucléaire sur une grande ville : le Sénat américain en estime la probabilité à 29,2 %.

Une attaque bactériologique dans le métro comme celui de Tokyo en 1995 avec la secte Aum.

La prise d'un centre commercial francilien, comme ce fut le cas du centre commercial Westgate au Kenya en 2013.

Une attaque contre les systèmes Scada qui entrainerait une catastrophe industrielle majeure.

Il déplore qu'il faille malheureusement attendre un événement fatal pour mieux se protéger comme le montre l'explosion de la demande sécuritaire actuellement dans notre pays. Par ailleurs, il n'est pas certain que, bien qu'ayant identifié la menace, nous soyons en mesure de prendre les bonnes décisions et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, tant que rien ne se produit, il est délicat d'affecter des moyens à des événements rares. Ensuite il est difficile à la société de se protéger face à des projets dont la matérialité ne s'est pas encore traduite dans les faits. Enfin, il est difficile d'imaginer une action répressive, sauf à tordre nos principes démocratiques.

Plusieurs personnalités invitées au colloque ont également apporté des précisions supplémentaires sur la vision prospective de la sécurité.

Pascal Boniface, de l'Institut de relations internationales et stratégiques considère que les grands enjeux de demain sont la question des réfugiés climatiques et celui du rapport croissance/démographie en Afrique, puis, Pascal Crépin, directeur sûreté d'Air Liquide s'oppose au discours des communicants qui se veut rassurant. Les menaces estime-t-il sont plus fortes, plus violentes et plus intenses.

Maurice Dhooge, senior vice-president, global security de Schneider Electric remarque que les nouvelles menaces ne sont souvent pas si nouvelles, elles ont déjà plusieurs années. Il s'étonne d'avoir dû pratiquer un audit de sûreté sur une salle de spectacle à Paris pour la fête de fin d'année de son entreprise, une procédure en général réservée pour les pays à risques.

Stéphane Cretier, PDG de Garda, une grande entreprise de sécurité canadienne, présente en Amérique du Nord et en Europe, considère que la sécurité est une industrie de « gens battus » au regard du prix des prestations, notamment ceux dans le gardiennage qui sont trop bas. La vision du coût doit laisser la place à celle de l'investissement.

Xavier Guizot, directeur Risks & Compliance de Carrefour souligne que le sentiment de sécurité est important pour la clientèle. 75 % des clients changent de magasins s'ils se sentent en danger.

Christian Daviot de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information a une vision pessimiste à 2020. Il estime qu'il y aura bientôt des attaques informatiques de grande ampleur pouvant entraîner des morts.

Stéphane Volant, secrétaire général de la SNCF est contre la privatisation de la sécurité et pense que l'Etat doit jouer pleinement son rôle dans ce domaine. Il se montre « navré » que l'Etat ne fasse plus son métier dans ce domaine.

Le général Denis Favier de la Gendarmerie Nationale rappelle que pour son arme, la menace est articulée essentiellement entre le terrorisme, où un véritable continuum extérieur-intérieur existe dorénavant, la crise des flux migratoires, qui selon lui n'est pas bien appréhendée et ce qu'il appelle les zones d'aménagement différencié (ZAD) plus souvent évoquées par leurs organisateurs comme zones à défendre, telles que Sivens ou Notre Dame des Landes.

Pour conclure, nous laisserons la parole à Patrick Lagadec, cité par Alain Juillet, qui écrit dans son dernier ouvrage, « Le continent des imprévus » : « nous entrons dans un nouvel âge critique. La grande affaire ne sera pas d'avoir les solutions, mais d'avoir le courage de poser les bonnes questions. Reconnaissons qu'à force de ne pas vouloir inquiéter, nous sommes incapables de nous préparer aux chocs de demain et nous réagissons systématiquement dans l'émotion, ce qui provoque une sur réaction qui conduit à alimenter la crise et à répondre de travers au problème ».